



d'agir
 facons
LO
OL

10
01

**raisons
 de végétaliser
 votre
 alimentation**



Nous avons pris l'habitude d'organiser nos repas autour d'un morceau de viande ou de poisson, accompagné d'une garniture végétale : légumes, pommes de terre, riz, pâtes. Cette généralisation est récente, puisqu'elle date seulement de la seconde moitié du XX^e siècle. Il n'y a pas si longtemps, la viande n'était présente au mieux qu'au repas principal de la journée et même, dans la plupart des familles, seulement le dimanche et à des occasions particulières.

À partir des années 60, la sélection génétique de races de plus en plus productives, l'industrialisation de l'élevage et de fortes subventions versées aux éleveurs ont permis de faire baisser artificiellement le prix de la viande. En raison de ces profonds changements et de l'augmentation du niveau de vie, la viande est désormais consommée pour ainsi dire à chaque repas. La consommation des autres produits d'origine animale a connu la même croissance : celle de poissons, par exemple, a explosé en raison de la progression constante des techniques de pêche et de l'aquaculture.

Les conséquences en sont aujourd'hui lourdes pour les animaux, les êtres humains et l'environnement. Pour toutes ces raisons, il est urgent que des politiques soient mises en place pour faire baisser la production et la consommation des produits d'origine animale. Il est également urgent que chacun fasse à son échelle des choix responsables en réduisant sa consommation de produits animaux ou, mieux encore, en optant pour une alimentation végétale.



Introduction	. 1
Sommaire	. 2
Toujours plus de produits animaux	. 3
La France en tête de la consommation	. 5
Souffrances animales	. 6
Sous-alimentation et gaspillage des ressources	. 9
L'eau en péril	11
Climat : la solution passe aussi par l'assiette	13
Pourquoi le changement climatique est-il si inquiétant ?	14
Une question de santé publique	15
Les aides publiques	17

Références bibliographiques : les sources des données et leurs références sont disponibles sur le site viande.info.

Publié en mars 2017, mis à jour en novembre 2020.

Imprimeur : Imprimerie Clément

TOUJOURS PLUS DE PRODUITS ANIMAUX

Viande, poisson, œufs, produits laitiers : depuis la seconde moitié du XX^e siècle, nous assistons à une véritable explosion de la production et de la consommation de produits animaux.

À partir des années 50, les productions mondiales de viande et des pêcheries ont quintuplé. Si les prises de pêche plafonnent désormais, en raison de « l'épuisement des ressources » (c'est-à-dire de la raréfaction des poissons, massacrés par centaines de milliards), la croissance de la production de viande, lait et œufs se poursuit à un rythme effréné.

La consommation de viande par habitant dans le monde est en moyenne de 42,6 kg, avec de grandes disparités selon les régions du monde.

Le Chinois moyen consomme par exemple aujourd'hui 60,6 kg de viande par an, contre 13 kg en 1982. Pour des raisons environnementales et de santé publique, des mesures officielles ont été prises pour tenter de ramener cette consommation entre 14 et 27 kg par an. S'ils consomment 28 % de la viande mondiale, dont la moitié de celle de porc, **les Chinois sont pourtant devancés par de nombreux pays, comme les États-Unis (124,1 kg), l'Australie (121,6 kg), Israël (93 kg) et la France (83 kg).** Après une très forte augmentation, la consommation est en baisse au sein de l'Union européenne à 15 membres : après avoir atteint son maximum en 2001 avec 89,3 kg, elle est descendue en 2017 à 80,6 kg, ce qui reste énorme.

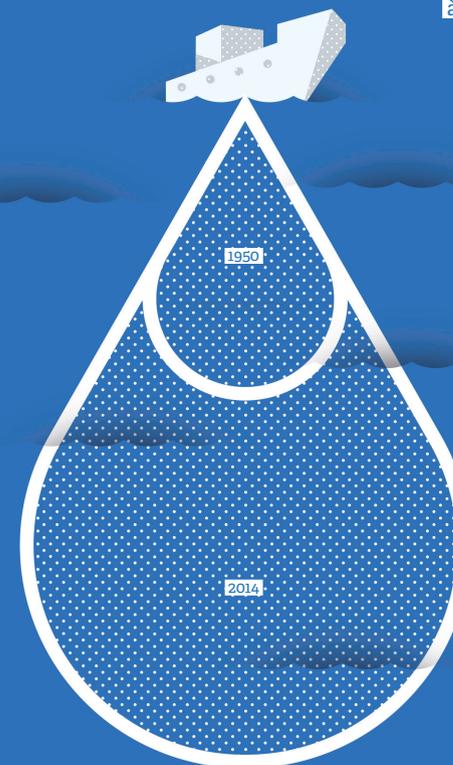
L'aquaculture, dont la production était négligeable

en 1950, fournit aujourd'hui près de la moitié des poissons destinés à la consommation humaine et représente une source importante de pollution. Une part croissante de la consommation de poissons des pays développés est couverte par des importations en provenance des pays en développement. Des poissons pêchés dans le monde entier alimentent les pays du Nord pour compenser le déclin démographique des animaux aquatiques de nos eaux côtières.

L'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation estime qu'entre 1950 et 2014, la pêche en mer est passée de 17 millions de tonnes à plus de 90 millions de tonnes (hors anchois du Pérou). Ces données ne prennent pas en compte les prises accessoires⁽¹⁾ qui sont pourtant considérables, ni la pêche de subsistance, de loisir, ou illégale.

(1) Poissons, cétagés, oiseaux, tortues et tous les animaux pris involontairement et rejetés morts à la mer.

la pêche en mer est passée de 17 millions de tonnes en 1950 à plus de 90 millions de tonnes en 2014.



En 2016, le commissaire européen à l'Agriculture, Phil Hogan, a annoncé une subvention supplémentaire de 15 millions d'euros pour promouvoir la consommation de viande dans les 28 pays de l'Union européenne.



LA FRANCE EN TÊTE DE LA CONSOMMATION

La France est l'un des plus gros consommateurs de produits animaux dans le monde.

Entre 1970 et 1990, la consommation annuelle française de viande a progressé de 1,6 % par an, puis, comme dans beaucoup de pays riches, elle s'est stabilisée après ces décennies de forte progression. Depuis quelques années, on enregistre même une légère baisse de la consommation. La France fait partie des pays européens dont les habitants consomment le plus de produits d'origine animale. La proportion de ces produits dans les assiettes françaises est équivalente à celle des assiettes américaines. La consommation de poissons par habitant y est nettement supérieure à la moyenne des pays développés. L'alimentation animale est aujourd'hui le principal débouché des céréales françaises :

les animaux d'élevage en consomment 11 millions de tonnes par an, soit 50 % des utilisations en France. Et ce n'est pourtant pas encore suffisant. Pour nourrir son cheptel, la France doit importer massivement de quoi le nourrir : elle est le premier importateur européen de tourteaux de soja⁽¹⁾ dont plus de 60% provenaient du continent américain (Brésil et Argentine en majorité) en 2017. Elle contribue ainsi à la déforestation en Amérique latine (dont l'Amazonie) et aux problèmes sociaux liés au développement des grandes cultures intensives au détriment des petits paysans et des cultures vivrières.

(1) Les tourteaux sont les coproduits de la production d'huile. Une tonne de soja produira 180 kg d'huile et 800 kg de tourteaux.

Viande.info est un site de L214 informant sur la production et la consommation de produits d'origine animale et leurs conséquences.

SOUFFRANCES ANIMALES

Les animaux sont des êtres sensibles, pourtant, chaque jour en France, 3 millions d'animaux terrestres sont brutalement tués dans les abattoirs et environ 50 millions de poissons massacrés.

Les victimes directes de notre gargantuesque consommation de produits d'origine animale sont les animaux. **74 milliards d'animaux terrestres sont tués chaque année dans le monde, auxquels s'ajoutent plus de 1 000 milliards d'animaux aquatiques.**

En élevage comme en aquaculture, il est impossible de produire une telle quantité de produits d'origine animale sans entasser les animaux, rendre leurs corps difformes à force de sélections génétiques et les forcer, par des mutilations ou des entraves, à survivre dans des conditions qui sont source de grandes souffrances.

En France, l'écrasante majorité des animaux sont ainsi continuellement enfermés dans des élevages et beaucoup ne voient jamais la lumière du jour. Si les bovins ont encore souvent un accès à

l'extérieur, certains d'entre eux passent leur vie en stabulation, et la « ferme-usine des 1000 vaches » dans la Somme montre bien la direction prise par l'élevage aujourd'hui.

Certains labels, comme AB ou le Label Rouge, ont un cahier des charges qui permet aux animaux de pouvoir exprimer une gamme plus importante de comportements, mais là aussi ils subissent des mutilations, des séparations forcées et sont envoyés très jeunes à l'abattoir. Avec les niveaux de consommation actuels, il est illusoire d'espérer améliorer de manière conséquente le sort d'un si grand nombre d'animaux, nécessairement confinés dans des espaces restreints et « traités » par un nombre réduit de travailleurs.

Le site de L214 rassemble des dossiers régulièrement mis à jour sur les conditions d'élevage, de transport et d'abattage des animaux, mais également sur l'éthologie, c'est-à-dire l'étude de leur comportement et de leur vie mentale.

Les campagnes de l'association, l'agenda en ligne et d'autres outils au service des actions pour les animaux sont également présents sur ce site. Par ailleurs, Facebook et la lettre d'info de L214 permettent de suivre l'actualité de l'association.



Il est désormais établi que les animaux sont sentients : ils sont conscients, éprouvent des émotions, ressentent plaisir ou souffrance, sont doués de volonté, font preuve de mémoire et d'intelligence. Les manifestations d'altruisme, d'affection et d'empathie entre animaux, même inter-espèces, font de nos jours l'objet d'études éthologiques approfondies. Les animaux ne sont pas des marchandises à notre disposition, mais des êtres uniques et sensibles, nos cohabitants sur cette planète.

83 % des 826 millions de poulets de chair sont élevés sans accès à l'extérieur

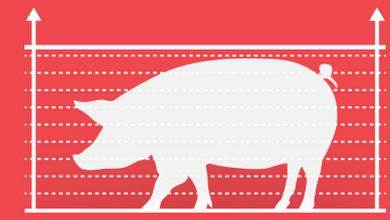
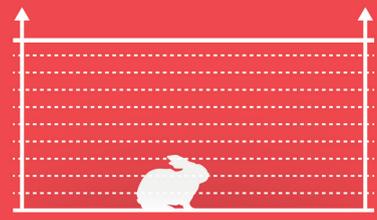
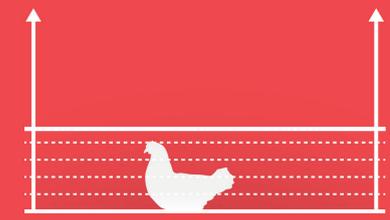
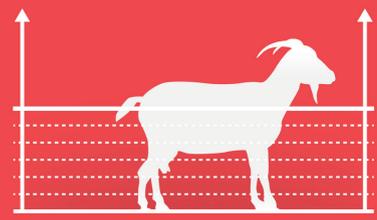
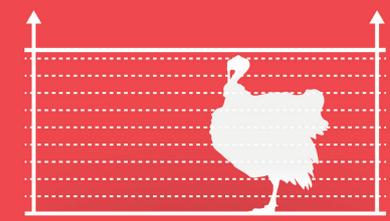
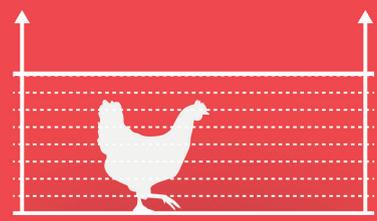
97 % des 52 millions de dindes sont élevées enfermées sans accès à l'extérieur

60 % des 1,1 millions de chèvres sont en élevage intensif sans accès aux pâturages

47 % des 42 millions de poules pondeuses sont élevées en batterie de cages

99 % des 30 millions de lapins sont élevés en batterie de cages

95 % des 25 millions de cochons sont élevés sur caillebotis en bâtiments



SOUS-ALIMENTATION ET GASPILLAGE DES RESSOURCES

Une baisse de la production de viande entraînerait une baisse du cours mondial des denrées végétales, favorisant l'accès des populations à l'alimentation.

La consommation de produits animaux est un des facteurs de la faim dans le monde. Pas loin de 800 millions de personnes souffrent, aujourd'hui encore, de sous-alimentation. Si cette situation relève de causes multiples et complexes, il est indéniable qu'elle est directement aggravée par les énormes quantités de denrées hautement nutritives et directement consommables par les humains (légumineuses, céréales) qui sont affectées à l'alimentation des animaux d'élevage.

Un tiers des terres cultivables de la planète est en effet consacré à l'élevage, y compris pour la production de la nourriture pour les animaux. Pourtant, les animaux sont de piètre convertisseurs d'énergie en alimentation humaine : **il faut en moyenne 3 kilos de protéines végétales comestibles pour les humains pour produire 1 kg de protéines animales, un détour de production particulièrement inefficace.** La production de viande nécessite beaucoup plus de terres agricoles que celle des céréales ou des légumineuses directement destinées à l'alimentation humaine. Pourtant, actuellement, près de 85 % de la production mondiale de soja est destinée à l'alimentation animale.

61 % des « stocks » de poissons pêchés dans le monde sont complètement exploités⁽¹⁾, 29 % sur-exploités⁽²⁾ et 10 % « sous-exploités⁽³⁾ ». Les dégâts de la pêche sur la faune sauvage et les écosys-

tèmes dépassent de beaucoup le volume des poissons ramenés au port. Le chalutage en eau profonde endommage gravement les fonds marins. En juillet 2016, l'Europe a décidé d'interdire le chalutage au-delà de 800 mètres de profondeur, mais pour l'instant uniquement dans les eaux européennes. Pourtant, les océans de l'hémisphère nord se vidant de leurs poissons, des navires-usines européens pêchent désormais dans les mers lointaines, notamment dans les eaux de nombreux pays africains.

Non seulement l'aquaculture ne remplace pas la pêche, mais elle l'aggrave car les poissons carnivores issus de l'élevage (saumons, bars, daurades, truites, turbots...) sont partiellement nourris avec des poissons pêchés, même si la part de l'alimentation d'origine végétale est en croissance. Et comme on les nourrit de petits poissons, dits « poissons-fourrage », il faut en tuer un grand nombre pour nourrir chaque poisson d'élevage.

(1) Aucun accroissement de production n'est possible.

(2) Les poissons se reproduisent moins vite qu'ils sont pêchés.

(3) Partiellement exploités.



L'EAU EN PÉRIL

Vitale, fragile, l'eau est une ressource naturelle mise en péril par l'ampleur des productions animales.

La Terre a un stock d'eau limité, une ressource qui est indispensable à la production de nourriture. La FAO estime que la croissance des besoins en eau de l'agriculture d'ici 2050 est globalement soutenable, avec quelques réserves : l'agriculture devra maximiser son efficacité pour réduire sa consommation d'eau, et des innovations techniques seront nécessaires pour contrer les effets du changement climatique.

De manière générale, les protéines végétales sont moins gourmandes en eau lors de la production : **il faut environ 4 000 l d'eau pour produire un kg de protéines issues de légumineuses tandis qu'un kg de protéines animales nécessite en moyenne plus de 6 000 l d'eau, en allant jusqu'à 10 300 l pour la viande de cochon !**

De plus, l'élevage contribue gravement à la dégradation des eaux. Au niveau mondial, la FAO estime, en prenant en compte les différents segments de la chaîne de production, que l'élevage (pisciculture incluse) est la plus grande source sectorielle de polluants de l'eau, principalement par les déchets animaux, les antibiotiques, les hormones, les produits chimiques des tanneries, les sédiments des pâturages érodés, les engrais et les pesticides utilisés pour les cultures fourragères.

L'eutrophisation⁽¹⁾ est responsable de la prolifération des algues vertes et de la dégradation des

récifs coralliens, phénomène qui tue de nombreux animaux. L'élevage y contribue de façon directe par les rejets de lisier et indirecte par l'excès d'engrais apporté aux cultures de céréales destinées notamment à nourrir les animaux d'élevage.

La gestion des déjections animales dans les élevages intensifs provoque le lessivage des nitrates et des agents pathogènes dans la nappe phréatique, ce qui met souvent en péril les réserves d'eau potable.

L'élevage est par ailleurs à l'origine de 64 % des émissions d'ammoniac dans le monde, une des principales causes des pluies acides, qui provoquent notamment le dépérissement forestier. Un rapport de 1999 sur l'état des forêts en Europe indiquait que 2/3 des forêts sont endommagées et 21,4 % d'entre elles ont subi une défoliation d'au moins 25 %. Les lacs, les fleuves, les ruisseaux et les rivières sont eux aussi altérés par les pluies acides, ce qui provoque la réduction et la disparition d'espèces aquatiques, très sensibles au changement de pH. **La France est le premier pays émetteur d'ammoniac en Europe et ces émissions sont à 97 % d'origine agricole, dont 75 % proviennent des élevages.**

(1) L'eutrophisation est l'accumulation dans l'eau des nitrates, du phosphore et d'autres nutriments.



En mer, les rejets d'une ferme piscicole de moyenne importance produisant 3 120 tonnes de saumon sont équivalents aux rejets d'une ville de 50 000 habitants.



On ne voit pas ce qu'il y a sous la mer, mais les dégâts sont sans précédent et nettement plus importants que ce qu'on peut constater sur les écosystèmes terrestres. [L'exploitation du milieu marin équivaut à une] déforestation quasiment multipliée par cent. (...) Quand des chalutiers arrivent sur les côtes et lancent leurs filets, la destruction du milieu est quasi instantanée.

Nicolas Mouquet, écologue et chercheur au CNRS.

CLIMAT : LA SOLUTION PASSE AUSSI PAR L'ASSIETTE

Nos choix alimentaires ont des conséquences directes sur le climat et aggravent l'effet de serre et la déforestation.

En 2013, la FAO a établi que **l'élevage était responsable de 14,5 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) au niveau mondial, contre 14 % pour le secteur des transports**. En raison des différences de méthodologie employée, certains organismes avancent des pourcentages différents (nettement plus élevés ou légèrement plus bas), mais, dans tous les cas, tous s'accordent à dire que l'élevage contribue significativement au changement climatique.

En France, l'élevage serait responsable de 16 % des émissions de GES, ce qui représente **les 3/4 des émissions d'origine agricole**. L'élevage et le soja exporté comme ali-

ment du bétail sont la première cause de la déforestation au Brésil. Après plusieurs années d'enquêtes, publiées en juin 2009, Greenpeace affirme que **l'élevage bovin est responsable à 65 % de la destruction de la forêt amazonienne, dont plus de 800 000 km² ont été détruits ces 40 dernières années**. Si les zones de pâturage constituent des puits de carbone, les forêts également, et de manière au moins aussi efficace ! La déforestation entraîne la libération de GES et participe activement au changement climatique.

%

70 % : c'est la réduction nécessaire des émissions mondiales de GES en 2050 par rapport à leur niveau de 2010 pour maintenir la hausse moyenne des températures en dessous de 2 °C.

POURQUOI LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST-IL SI INQUIÉTANT ?

Selon les experts, si les émissions de GES continuent à leur rythme actuel, par rapport à la période 1986-2005, l'augmentation des températures moyennes à la surface de la planète pourrait atteindre **4,8 °C à l'horizon 2100**. Le niveau des océans s'élèverait de quasiment un mètre et leur acidification, qui a déjà commencé, s'aggraverait. **En raison de l'élévation du niveau des océans, des îles disparaissent déjà et certains pays voient leurs côtes modifiées.**

D'autres conséquences, déjà observables, s'accroîtraient, notamment : fonte des glaciers, augmentation des sécheresses ou inondations, vents plus violents et plus fréquents, risques d'avalanches et de feux de forêts accrues. L'acidification des océans a des impacts négatifs

sur les cycles de reproduction et le développement de divers organismes et animaux marins et pourrait achever les récifs coralliens qui ont déjà commencé à se dégrader. Grâce au corail et au plancton, les océans, qui auraient déjà absorbé près d'un tiers des émissions « historiques » de carbone, constituent le premier absorbeur de gaz carbonique atmosphérique. Or, en raison de leur acidification, ce rôle de « puits de carbone » diminue, ce qui augmente encore l'effet de serre.

L'existence et l'épaisseur du pergélisol⁽¹⁾ sont très étroitement liées au changement climatique. **Une fonte minimale de 30 % du pergélisol est déjà inéluctable, mais elle pourrait aller jusqu'à 70 %**. Or, le pergélisol contient des milliards de tonnes de GES⁽²⁾, qui seront libérés par son dégel : ces émissions de GES augmenteraient le réchauffement climatique, qui lui-même accélérerait la fonte du *permafrost*.

La fonte de la glace du pergélisol risquerait en plus de libérer des bactéries mortelles comme l'anthrax, qui a tué en Sibérie un enfant de 12 ans et au moins 2 300 rennes en 2016.

(1) Le pergélisol (« *permafrost* » en anglais) est un sol gelé en permanence, dont une grande partie se situe dans l'hémisphère nord et notamment au Groenland, en Alaska, au nord de la Sibérie, ainsi que dans les zones de haute altitude.

(2) Au moins deux fois la quantité de carbone présente dans l'atmosphère et de gigantesques quantités de méthane.

!

Choisir de ne pas consommer de produits animaux une journée par semaine réduit davantage nos émissions de gaz à effet de serre qu'acheter local sept jours sur sept.



UNE QUESTION DE SANTÉ PUBLIQUE

Antibiorésistance, cancers, diabète, maladies cardio-vasculaires et hypercholestérolémie : produire et consommer des produits animaux a de nombreuses conséquences négatives sur la santé.

Le nombre énorme d'animaux élevés en confinement, dotés d'une variabilité génétique très pauvre et soumis à une croissance rapide, crée des conditions idéales pour l'émergence et la propagation de nouveaux pathogènes.

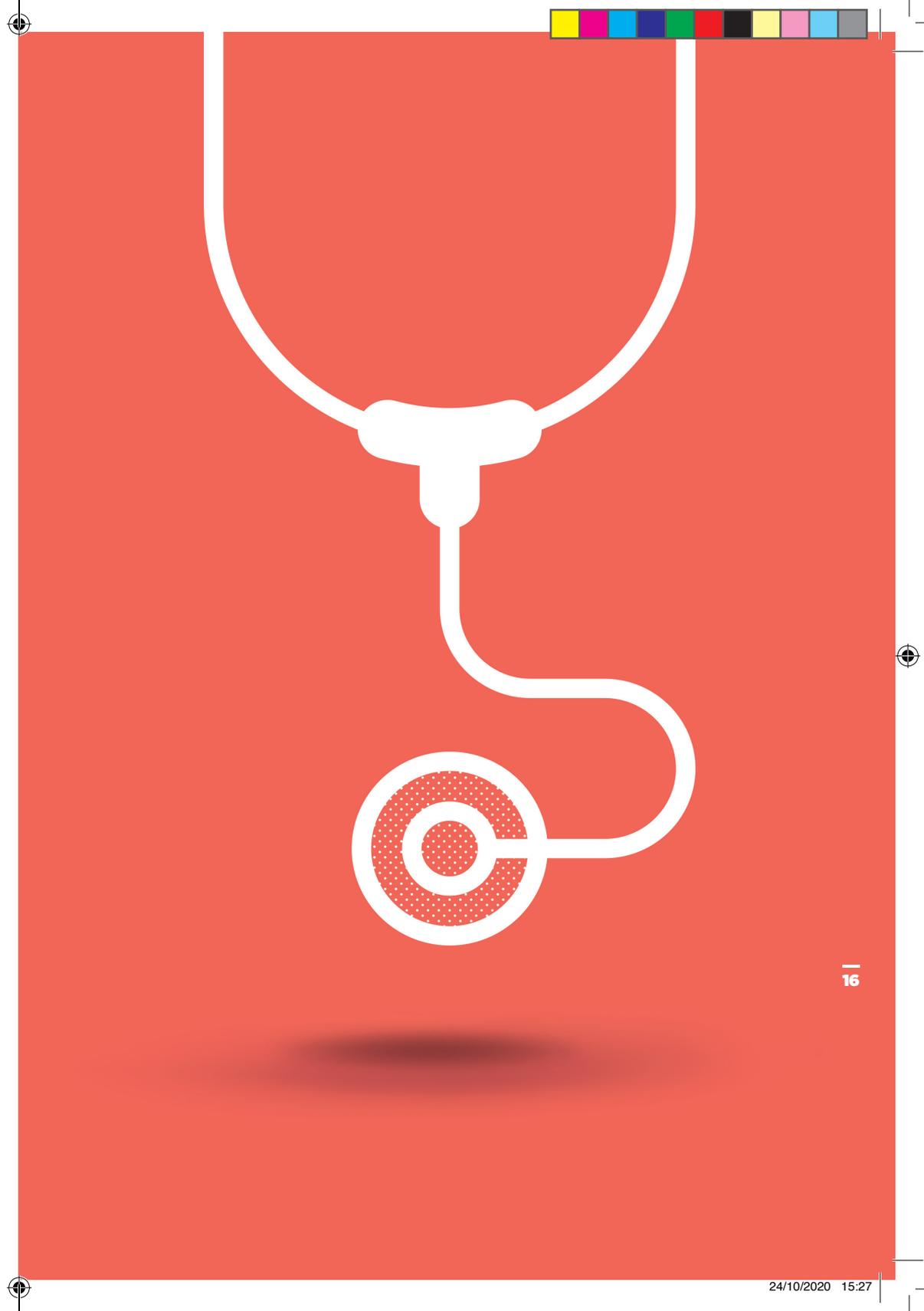
Les systèmes modernes d'élevage sont des incubateurs à virus, *listeria monocytogenes*, *salmonella*, *campylobacter*, *E. coli*, et autres promoteurs de « gripes » en tout genre. Comme l'indique un rapport : « il n'est pas surprenant que les ¾ des nouveaux pathogènes ayant affecté les humains dans les dix dernières années proviennent des animaux ou des produits animaux ».

En raison de l'entassement des animaux, les élevages (y compris piscicoles) sont propices aux maladies infectieuses et les éleveurs sont amenés à utiliser un certain nombre d'antibiotiques pour soigner leurs animaux. À cela s'ajoute que les antibiotiques à faible dose stimulent la croissance des animaux. Bien qu'ils soient interdits comme promoteurs de croissance en Europe depuis 2006, ils sont encore utilisés à cette fin dans de nombreux autres pays. Cette utilisation massive des antibiotiques favorise le développement de souches bactériennes résistantes aux antibiotiques (antibiorésistance). Ce phénomène est accentué par le fait que les éleveurs ont souvent recours aux antibiotiques dits « de dernière ligne », ceux qu'on n'utilise que lorsque les antibiotiques classiques ne sont plus efficaces.

Un rapport du ministère de l'Agriculture datant de septembre 2015 souligne que : « Les considérations

les plus pessimistes nous invitent à nous préparer à un monde sans antibiotiques à l'horizon 2030 ». Le directeur adjoint de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Keiji Fuguda, estime ainsi que mourir des suites d'une infection banale ou d'une blessure mineure pourrait bientôt redevenir une réalité courante. Dans la même optique, une récente étude britannique estime qu'en 2050 le risque lié aux antibiorésistances pourrait conduire, au niveau mondial, à la perte annuelle de 10 millions de vies humaines. Comment ferons-nous en effet pour guérir une simple infection bactérienne quand plus aucun antibiotique ne sera efficace ? **En 2013, une étude a montré que 1 500 décès en Europe étaient déjà liés directement à la consommation de volailles infectées par des bactéries résistantes.**

D'autre part, la surconsommation de viande a pour effet d'augmenter la prévalence des affections suivantes : cancers (côlon, prostate), maladies cardio-vasculaires, hypercholestérolémie, obésité, hypertension, ostéoporose, diabète (type 2), altération des fonctions cognitives, calculs biliaires, polyarthrite rhumatoïde... **Un rapport de l'OMS d'octobre 2015 indique que les viandes transformées du type charcuteries sont à mettre dans la classe des substances cancérigènes (pouvant provoquer le cancer) et les viandes rouges comme probablement cancérigènes.** En France, plus de 200 000 personnes sont atteintes chaque année de maladies d'origine alimentaire et, dans l'immense majorité des cas, du fait d'une consommation excessive de produits animaux.



LES AIDES PUBLIQUES

L'octroi massif des aides publiques encourage les productions animales, alors qu'il faudrait au contraire favoriser leur diminution.

C'est dans les pays riches que la consommation de produits animaux est la plus forte. Cet état de fait ne répond à aucune nécessité nutritionnelle. Les productions animales y sont pourtant soutenues par des aides publiques conséquentes. Par exemple, **en 2013, les pays de l'OCDE ont accordé à ce secteur 53 milliards de dollars de subventions.** En Chine, la seule filière porcine a reçu 22 milliards en 2012. C'est dans l'Union européenne, au Japon et aux États-Unis, que la pêche bénéficie du soutien financier le plus fort. **En France, en 2008, les subventions et aides diverses ont représenté 73 % de la valeur des débarquements et ventes de poissons.** L'argent public sert ainsi à entretenir la surcapacité structurelle de la flotte de pêche, dont la surpêche est la conséquence. D'après le Rapport sur les aides de l'État à la pêche de la Cour des comptes,

les subventions représentent la moitié du revenu des pêcheurs.

L'élevage est lui aussi largement subventionné dans les mêmes régions du monde. En 2009, les interventions et aides directes de l'Union européenne à la filière animale française se sont élevées à plus de trois milliards d'euros. En juillet 2016, une aide d'urgence de 500 millions d'euros a été octroyée aux producteurs laitiers européens.

S'y ajoutent les aides nationales : 600 millions d'euros d'aide annoncés pour l'élevage français en juillet 2015, 130 millions pour la filière foie gras en janvier 2016, etc. Les collectivités locales participent également à ce soutien : en 2016, la Bretagne a ainsi annoncé 30 millions d'euros d'aide pour la filière porcine en mars, puis 30 millions pour la filière bovine en mai.

Globalement, **les aides représentent la moitié du revenu des éleveurs français. À titre de comparaison, les subventions ne représentent que 5 % du revenu des maraîchers.**

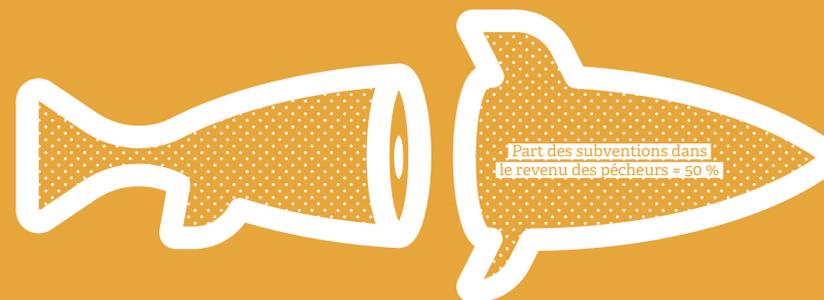
À cela s'ajoutent les promotions (aides européennes à la publicité pour les produits agricoles), les subventions européennes à la production de fourrage, la sous-tarification de l'eau à usage agricole et du gazole non routier (GNR).

L'argent public est aussi mis à contribution pour tenter de limiter les dégradations de l'environnement imputables aux élevages (pollution des eaux, algues vertes...), **voire pour payer des pénalités suite à ces dégradations** (non respect de règlements comme la « directive nitrates ») : ne serait-il pas plus cohérent que ces coûts soient à la charge des exploitations qui génèrent ces pollutions et se répercutent sur les prix des produits d'origine animale ?

Pour suivre ce que font les personnalités politiques au sujet des animaux, inscrivez-vous à la lettre d'information et suivez Politique & animaux sur Facebook :

politique-animaux.fr
facebook.com/politique.animaux

La pêche bénéficie d'un soutien financier important, surtout dans l'Union européenne, au Japon et aux États-Unis.



Restauration collective

Un décret et un arrêté du 30 septembre 2011 réglementent la restauration scolaire. La portée de ces textes a été étendue à la restauration universitaire et à celle des établissements pénitentiaires par décret du 30 janvier 2012. Ils imposent la présence de produits animaux à chaque repas servi.

Sous couvert de santé publique, ces textes :

- constituent une intoxic nutritionnelle,
- interdisent aux personnes qui refusent occasionnellement ou quotidiennement de manger de la viande, du poisson et/ou tout produit d'origine animale de bénéficier de repas alternatifs,
- pérennisent un modèle alimentaire basé sur l'hyperconsommation de produits d'origine animale.

Il serait pourtant essentiel de proposer un choix quotidien d'un menu au minimum végétarien, au mieux vegan, dans toute la restauration collective publique.